



**Conférence  
des Nations Unies  
sur le commerce  
et le développement**

Distr.  
LIMITÉE

TD/L.376  
16 juin 2004

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

Onzième session  
São Paulo, 13-18 juin 2004

**METTRE L'IED AU SERVICE DE LA COMPÉTITIVITÉ À L'EXPORTATION**

**Débat thématique interactif**

15 juin 2004 – Résumé établi par le secrétariat de la CNUCED

1. Eu égard à la nécessité de doter les pays en développement d'une capacité de production compétitive au plan international, cette session commune de la CNUCED et de l'Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement (WAIPA) a été consacrée au rôle des politiques pour accroître les avantages découlant de l'investissement étranger direct (IED) pour le développement. Le débat a été constructif, interactif et animé. Cinq experts, plus de 20 représentants ministériels et plusieurs représentants d'organisations internationales, de la société civile et du secteur privé, ont pris la parole.
2. Plusieurs participants ont souligné le fait que l'IED contribuait grandement au développement des pays d'accueil, en leur offrant notamment un accès au capital, à la technologie, aux connaissances, aux marchés et aux sources d'approvisionnement. Ainsi, il ne s'agit plus de savoir s'il faut ou non encourager l'IED mais plutôt de s'interroger sur la manière de tirer au mieux parti des avantages et de réduire les risques liés à l'IED. Les IED à vocation exportatrice dans les pays en développement restent fortement concentrés et les avantages découlant de ces flux d'investissements ne peuvent être tenus pour acquis. Le défi à relever par la communauté internationale dans son ensemble reste donc de trouver les moyens de répartir plus uniformément les avantages.

3. Un certain nombre de problèmes de politique générale ont été abordés, en ce qui concerne notamment la manière:

- De promouvoir les IED à vocation exportatrice dans les pays qui restent découplés de l'économie mondiale;
- D'éviter les situations d'enclavement où les liens entre les entreprises étrangères et locales sont limités;
- De faire en sorte que la délocalisation des services se traduise par des gains pour le développement;
- D'intégrer les initiatives de promotion de l'investissement dans des stratégies de développement plus larges; et
- D'aider les pays en développement à améliorer leurs conditions d'investissement et à faire connaître les possibilités d'investissement.

4. Le débat a souligné l'importance de politiques actives dans tous ces domaines, reconnaissant la responsabilité des pays d'accueil aussi bien que des pays d'origine.

5. L'expérience des pays qui ont le mieux réussi s'agissant de mettre l'IED au service de la compétitivité à l'exportation a montré qu'il fallait une politique et un cadre institutionnel adéquats en complément des forces du marché. Des participants ont en particulier évoqué la nécessité de cadres d'investissements stables, prévisibles et fiables, d'infrastructures performantes (s'agissant par exemple des TIC et des transports) et d'efforts de renforcement des compétences nécessaires. Une stratégie dynamique de promotion des investissements a souvent aussi été utile. Plusieurs intervenants ont mis en garde contre le risque d'une concurrence trop vive pour les IED à vocation exportatrice. Si les avis concernant l'efficacité des mesures d'incitations divergeaient, certains orateurs ont exprimé la crainte que les investisseurs étrangers ne bénéficient d'un traitement plus favorable que les investisseurs nationaux. D'autres ont préconisé des politiques permettant d'emprunter la «voie royale du développement» plutôt qu'une voie de garage.

6. La nécessité d'éviter un protectionnisme préjudiciable de la part des pays d'accueil a été à plusieurs reprises soulignée. Les restrictions commerciales dans les pays à tous les stades de développement continuent d'entraver le potentiel de croissance et de développement axé sur l'exportation dans des domaines stratégiques pour les exportations des pays en développement. La libéralisation du commerce doit être complétée par des initiatives visant à renforcer les capacités productives. Certains gouvernements ont offert des mesures d'incitation spéciales aux sociétés qui entreprenaient des investissements contribuant à réduire la pauvreté dans les pays en développement. Les préférences commerciales appliquées par les pays développés ont aussi été à l'origine d'une production axée sur l'exportation dans certains PMA.

7. Les intervenants ont insisté sur les perspectives d'exportation qui se dessinaient dans le secteur des services, où ils voyaient pour un plus grand nombre de pays en développement d'énormes possibilités de tirer profit de la délocalisation, dès lors que le contexte national et international restait propice. Des exemples de délocalisation aussi bien des États-Unis que d'Europe permettaient de penser que la compétitivité des entreprises qui avaient exploré ce type d'activités s'était grandement améliorée. De nombreux pays en développement ont des avantages comparés dans ce domaine – main-d'œuvre abondante et compétitive et compétences bon marché. Étant donné le besoin de diversité des entreprises en termes de compétences, de langues, de fuseaux horaires et de présence régionale, les pays que l'on pourrait considérer comme n'étant pas compétitifs en ce qui concerne les exportations de biens pourraient se trouver dans une situation plus favorable pour ce qui est des services.

8. La restructuration internationale – qu'il s'agisse de biens ou de services – exige normalement des ajustements dans les pays développés. La délocalisation des services ne devrait pas faire exception. Il est indubitable qu'à la vitesse où les choses risquent d'évoluer, il faudra peut-être accorder plus d'attention aux conséquences qui pourraient en découler pour les travailleurs directement touchés.

9. Au-delà de la question d'attirer l'IED, il a été noté que la contribution des IED au développement était d'autant plus effective que les capacités nationales étaient solides et compétitives. La promotion de liens étroits entre les filiales étrangères et les entreprises locales a été mise en relief comme un outil essentiel de politique pour tirer parti des IED à vocation

exportatrice. Une mention spéciale a été faite des initiatives de la CNUCED dans ce domaine, notamment au Brésil et en Ouganda.

10. Les changements dans la manière dont les sociétés transnationales organisent leurs activités au plan international exigent que les choix de politique au niveau tant national qu'international fassent l'objet d'une surveillance constante. Dans ce contexte, les participants ont fait observer que les pays devaient garder une marge de manœuvre suffisante pour poursuivre leurs objectifs de développement.

11. Le débat a mis en relief certains domaines dans lesquels le secrétariat de la CNUCED pourrait contribuer à atteindre l'objectif d'une répartition plus uniforme des avantages découlant des activités des sociétés transnationales. Premièrement, l'assistance technique accrue fournie pour améliorer les conditions d'investissement dans les pays en développement pourrait prendre la forme d'examen des politiques en matière d'investissement, de conseils consultatifs sur les investissements, d'aide pour la négociation d'accords bilatéraux et régionaux sur les investissements et de diffusion des meilleures pratiques. Deuxièmement, les efforts qui continuent d'être faits pour mieux faire connaître les possibilités d'investissement pourraient consister à établir des manuels sur les investissements et à élaborer des outils d'autoévaluation (tels que l'«Investment Compass») et des projets concernant la bonne gouvernance en matière de promotion des investissements. Troisièmement, une plus large place pourrait être faite aux politiques pour accroître les avantages tirés de l'IED. En particulier, l'analyse des différentes politiques possibles aux niveaux national et international devrait être approfondie.

12. Mais la CNUCED ne peut à elle seule relever le défi. Pour tirer au mieux parti des ressources disponibles – financières et intellectuelles – une coopération étroite est nécessaire avec les autres organisations, nationales et internationales, le secteur privé et la société civile. Cela nécessite le renforcement des liens existants. Agir ensemble dans le cadre d'un «Partenariat axé sur l'investissement pour le développement» est nécessaire pour mieux tirer parti des ressources limitées et aider les pays en développement, en particulier les PMA, à tirer plus d'avantages de l'IED, à accroître leur capacité productive et à s'intégrer dans l'économie mondiale.